

B. BRAUN MEDICAL SAS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'Associé unique
B. BRAUN MEDICAL SAS
26 Rue Armengaud
92210 Saint-Cloud

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société B. Braun Médical SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges, les titres de participation et les stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 17 mars 2025

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Richard Béjot

- SOMMAIRE -

1

COMPTES ANNUELS

Bilan - Actif	2
Bilan - Passif	3
Compte de résultat	4

ANNEXE

	6
Immobilisations	11
Amortissements	12
Provisions et dépréciations	13
Créances et dettes	14
Affectation des résultats soumise à l'AG	15
Variation des capitaux propres	16
Ventilation du chiffre d'affaires	17
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	18

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Provisions pour risques et charges	19
Engagements financiers donnés et reçus	20
Situation fiscale différée et latente	21
Effectif moyen	22
Composition du capital social	23
Filiales et participations	24

B.BRAUN MEDICAL S.A.S

26 RUE ARMENGAUD

92 210 SAINT CLOUD



COMPTES STATUTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2024

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	22 931 063	21 872 164	1 058 898	1 201 134
Fonds commercial	941 025	30 490	910 535	910 535
Autres immobilisations incorporelles	10 080		10 080	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	10 241 485		10 241 485	10 241 485
Constructions	87 347 009	56 346 930	31 000 079	33 543 185
Installations techniques, matériel, outillage	167 321 584	135 894 472	31 427 112	30 688 049
Autres immobilisations corporelles	6 872 901	5 179 849	1 693 053	1 245 752
Immobilisations en cours	15 037 768		15 037 768	19 148 937
Avances et acomptes	7 092 071		7 092 071	1 345 624
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	35 733 634	31 860 206	3 873 429	3 873 429
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	17 581		17 581	1 597 699
ACTIF IMMOBILISE	353 546 202	251 184 110	102 362 092	103 795 829
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	12 996 051	485 625	12 510 426	11 951 907
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	12 184 699	973 717	11 210 981	9 199 589
Marchandises	19 366 270	5 954 742	13 411 528	15 243 831
Avances et acomptes versés sur commandes	335 606		335 606	896 077
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	55 658 702	310 157	55 348 545	51 247 333
Autres créances	1 928 886		1 928 886	2 993 371
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	355 282		355 282	1 470 408
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	319 461		319 461	299 701
ACTIF CIRCULANT	103 144 957	7 724 241	95 420 716	93 302 218
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	20 648		20 648	
TOTAL GENERAL	456 711 806	258 908 352	197 803 455	197 098 047

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 31 000 000)	31 000 000	31 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	433 666	433 666
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 100 000	3 100 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	5 720 072	6 783 180
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	16 695 894	7 936 892
Subventions d'investissement	92 437	166 962
Provisions réglementées	1 511 250	1 395 000
CAPITAUX PROPRES	58 553 319	50 815 700
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	9 266 135	8 386 454
Provisions pour charges	11 755 973	11 527 227
PROVISIONS	21 022 108	19 913 682
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 931 195	47 791 389
Dettes fiscales et sociales	39 632 125	32 431 706
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 638 369	2 329 752
Autres dettes	24 026 338	43 625 479
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		150 000
DETTES	118 228 028	126 328 327
Ecarts de conversion passif		40 339
TOTAL GENERAL	197 803 455	197 098 047

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	185 275 720	21 045 187	206 320 907	192 602 480
Production vendue de biens	42 356 486	134 184 907	176 541 393	167 661 627
Production vendue de services	9 131 887	24 552 305	33 684 191	36 353 419
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	236 764 092	179 782 399	416 546 491	396 617 526
Production stockée			2 188 635	943 945
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			42 238	368 355
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			9 967 336	8 920 256
Autres produits			247 396	245 247
PRODUITS D'EXPLOITATION			428 992 095	407 095 329
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			141 214 410	129 554 984
Variation de stock (marchandises)			-1 555 714	2 598 554
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			51 810 816	51 244 710
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			562 887	-858 202
Autres achats et charges externes			75 403 871	75 761 871
Impôts, taxes et versements assimilés			5 794 905	5 867 813
Salaires et traitements			65 418 381	62 994 874
Charges sociales			29 428 856	27 832 699
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			15 049 546	14 827 482
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			7 582 598	7 294 168
Dotations aux provisions			3 269 976	2 470 222
Autres charges			2 389 939	979 688
CHARGES D'EXPLOITATION			396 370 470	380 568 862
RESULTAT D'EXPLOITATION			32 621 625	26 526 467
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			730	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			5 796	7 112
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				49 907
Différences positives de change			223 066	493 169
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			229 593	550 189
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			120 648	4 400 000
Intérêts et charges assimilées			2 451 443	2 940 122
Différences négatives de change			160 320	617 095
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 732 411	7 957 218
RESULTAT FINANCIER			-2 502 818	-7 407 029
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			30 118 806	19 119 438

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	989 411	151 518
Produits exceptionnels sur opérations en capital	117 672	33 469
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	235 000	584 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 342 083	768 988
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	277 317	41 003
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	24 620	7 128
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	362 250	216 250
CHARGES EXCEPTIONNELLES	664 187	264 382
RESULTAT EXCEPTIONNEL	677 896	504 606
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	3 597 322	3 287 930
Impôts sur les bénéfices	10 503 486	8 399 222
TOTAL DES PRODUITS	430 563 770	408 414 506
TOTAL DES CHARGES	413 867 877	400 477 614
BENEFICE OU PERTE	16 695 894	7 936 892

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels édictées par le PCG :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Pour les brevets, l'amortissement est comptabilisé sur la durée d'utilisation si celle-ci est inférieure à la durée de la protection.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf ceux exposés pour une augmentation de productivité ou de prolongation de la durée de vie du bien.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les frais d'acquisition des immeubles sont comptabilisés en charges.

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges.

Ils s'élèvent à 11 237 K€ sur l'exercice 2024.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif) :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
-----	-----	-----
Constructions	5 % L	5 % L
Installations techniques, mat.outillage	10 % à 20% D	10% à 20% D
Install. générales agencés, aménagés	10 % L	10 % L
Matériel de transport	20 % L	20 % L
Matériel de bureau et informatique	20 % D	20 % D
Mobilier	10 % L	10 % L

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La méthode de l'actualisation des cashs flows futurs sera préférée à celle de l'actif net pour la détermination de la valeur d'utilité.

STOCKS

Les matières premières et les marchandises sont valorisées au prix moyen pondéré (P.M.P.) sans changement significatif de valorisation.

La part valeur ajoutée incluse dans les produits finis est actualisée en fin d'année en fonction des coûts réels supportés.

Les produits semis-ouvrés et les produits en-cours sont valorisés en coût standard étant donné le faible montant de ces stocks.

Les pièces détachées des machines sont gérées en stocks.

A la clôture de l'exercice, si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'entrée une provision pour dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur d'entrée à la valeur d'inventaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

CONVERSION DES CREANCES ET DETTES EN DEVISES ETRANGERES

Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont converties en Euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice.

Les écarts de conversion en résultant sont inscrits au bilan sous des rubriques spécifiques "écart de conversion" actifs ou passifs.

Une provision pour risques est comptabilisée si la conversion fait apparaître des pertes latentes à la clôture de l'exercice.

Compte tenu de l'importance des créances en USD, notre société a mis en place une couverture par une opération symétrique (emprunt en USD) avec le groupe.

La provision pour risque de change n'est constituée qu'à concurrence du risque non couvert.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux opérations suivantes :

- litiges prud'hommaux, litiges avec des fournisseurs, risques fiscaux et sociaux.
- indemnités de départ en retraite pour l'ensemble des salariés de la société déduction faite des sommes externalisées.

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite ont été estimés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Cette méthode estime l'ensemble de l'engagement de la société au 31 décembre 2024 en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,40 %
- Table de mortalité : TH-TF 2007-2060
- Turnover cadres : Table de turnover par tranche d'âge
- Turnover non-cadres : Table de turnover par tranche d'âge
- Augmentation de salaires cadres : 3,00 %
- Augmentation de salaires non-cadres : 2.50 %
- Taux de charges patronales cadres : 48,88 %
- Taux de charges patronales non cadres : 40,88 %

Le montant des engagements de retraite comptabilisé au bilan s'élève à 11 516 K€ à la clôture.

Le montant des engagements de retraite externalisé sur un fonds de garantie s'élève à 8 603 K€ à la clôture.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CONSOLIDATION

La société B|Braun Médical est consolidée par intégration globale dans la société B|Braun Melsungen A.G. dont le siège se situe à : Carl-Braun-Straße 1, 34 212 Melsungen, Allemagne.

INTEGRATION FISCALE

La société B|Braun Médical est la société mère du groupe intégré fiscalement dont les membres sont Référence Santé et B|Braun Médical SAS.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Un contrôle fiscal concernant les exercices 2019, 2020 et 2021 a débuté en août 2022. La procédure est encore en cours à la clôture de l'exercice.

Le contrôle a donné lieu à la constitution d'une provision pour impôts pour la partie des ajustements liée à l'impôt sur les sociétés et d'une provision pour risques et charges pour les autres domaines.

EVENEMENTS POST CLOTURE

NEANT

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 790 800		13 617
Terrains	10 241 485		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	45 375 109		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	40 809 756		140 500
Install. techniques, matériel et outillage ind.	156 622 629		1 818 195
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	35 398		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 772 772		310 306
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	19 148 937		14 283 554
Avances et acomptes	1 345 624		7 092 071
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	279 351 710		23 644 626
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	35 733 634		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 597 699		71 866
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	37 331 334		71 866
TOTAL GENERAL	340 473 844		23 730 109

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	-77 751		23 882 168	
Terrains			10 241 485	
Constructions sur sol propre	-441 184		45 816 293	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	-597 392	16 932	41 530 716	
Installations techn.,matériel et outillages ind.	-9 423 399	542 639	167 321 584	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			35 398	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-762 926	8 500	6 837 503	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	11 302 652	7 092 072	15 037 768	
Avances et acomptes		1 345 624	7 092 071	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 751	9 005 766	293 912 818	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			35 733 634	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 651 984	17 581	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 651 984	35 751 216	
TOTAL GENERAL		10 657 750	353 546 202	

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	30 490			30 490
Autres immobilisations incorporelles	20 045 995	223 523		20 269 518
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 076 484	223 523		20 300 008
Terrains				
Constructions sur sol propre	20 454 542	1 803 209		22 257 751
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	32 187 139	1 911 709	9 669	34 089 179
Installations techniques, matériel et outillage industriels	125 934 580	10 485 174	525 282	135 894 472
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	35 398			35 398
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 527 020	625 931	8 500	5 144 451
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	183 138 678	14 826 023	543 450	197 421 250
TOTAL GENERAL	203 215 163	15 049 546	543 450	217 721 258

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.			116 250				116 250
CORPOREL.			116 250				116 250
Acquis. titre							
TOTAL			116 250				116 250

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 395 000	116 250		1 511 250
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 395 000	116 250		1 511 250
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change		20 647		20 648
Provisions pour pensions, obligations similaires	11 527 227	1 843 335	1 614 590	11 755 973
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	8 386 454	1 772 641	913 608	9 245 488
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	19 913 682	3 636 623	2 528 197	21 022 108
Dépréciations immobilisations incorporelles	1 602 646			1 602 646
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	31 860 206			31 860 206
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	6 955 885	7 414 085	6 955 885	7 414 085
Dépréciations comptes clients	156 486	168 513	14 843	310 157
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	40 575 224	7 582 598	6 970 728	41 187 094
TOTAL GENERAL	61 883 906	11 335 471	9 498 926	63 720 452
Dotations et reprises d'exploitation		10 852 574	9 263 926	
Dotations et reprises financières		120 648		
Dotations et reprises exceptionnelles		362 249	235 000	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Exprimé en €

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	17 581		17 581
Clients douteux ou litigieux	254 798		254 798
Autres créances clients	55 403 903	55 403 903	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	23 549	23 549	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	160 146	160 146	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	916 180	916 180	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 826	1 826	
Groupe et associés	30 373	30 373	
Débiteurs divers	796 812	796 812	
Charges constatées d'avance	319 461	319 461	
TOTAL GENERAL	57 924 630	57 652 251	272 380

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	51 931 195	51 931 195		
Personnel et comptes rattachés	18 311 111	18 311 111		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 651 056	10 651 056		
Etat : impôt sur les bénéfices	6 872 379	6 872 379		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 974 078	1 974 078		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 823 501	1 823 501		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 638 369	2 638 369		
Groupe et associés	7 831 194	7 831 194		
Autres dettes	16 195 144	16 195 144		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	118 228 028	118 228 028		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Exprimé en €

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	5 720 072
Résultat de l'exercice	16 695 894
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	22 415 966

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	16 000 000
Autres répartitions :	6 415 966
Report à nouveau	
TOTAL	22 415 966

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		50 815 700
Distributions sur résultats antérieurs		9 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		41 815 700
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	74 525	
Variations des provisions réglementées		116 250
Autres variations		
Résultat de l'exercice		16 695 894
	SOLDE	16 737 619
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		58 553 319

[illegible]

Exprimé en €

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	26 678 806	6 839 532	19 839 274
Résultat exceptionnel à court terme	677 896	1 030 159	-352 263
Résultat exceptionnel à long terme	3 440 000	3 440 000	
Participation des salariés	-3 597 322	-806 206	-2 791 117
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	27 199 380	10 503 486	16 695 894

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
HELABA	84 947			84 947	
SITUATION NETTE NEGATIVE HOSPICALITE	6 000 000	100 000			6 100 000
LITIGES	2 292 083	1 672 641	684 347	134 889	3 145 488
DIVERS	9 425				9 425
PENSIONS ET MEDAILLE DU TRAVAIL	11 527 227	1 843 335	1 614 590		11 755 973
PERTE DE CHANGE		20 648			20 648
TOTAL	19 913 683	3 636 624	2 298 937	219 836	21 031 533

Exprimé en €

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cessions Créances commerciales	25 219 489					25 219 489
TOTAL	25 219 489					25 219 489

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions	3 467 016					3 467 016
TOTAL	3 467 016					3 467 016

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Exprimé en €

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	23 867
TOTAL ACCROISSEMENTS	23 867
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	-953 016
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	-3 207 056
TOTAL ALLEGEMENTS	-4 160 072
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	4 183 940
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	523	
ETAM	242	
EMPLOYES/OUVRIERS	523	
Personnel à disposition de l'entreprise (en K€)		11 633
TOTAL	1 288	11 633

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 000 000			31
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Exprimé en €

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
B BRAUN HOSPICARE	1 625 001	99,99	31 860 206		8 133 428
	-6 819 003				-334 601
REFERENCE SANTE	212 500	100	3 869 019		9 343 986
	112 277		3 869 019		40 678
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
SCI LA LIGURE	10 000	0,00	4 400		502 623
	60 567		4 400		50 566
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

B. Braun Medical
Société par actions simplifiée au capital de 31.000.000 euros
Siège social : 26 rue Armengaud – 92210 Saint Cloud
Siret : 56205085600235

RAPPORT DE GESTION
ANNEE 2024

I – ACTIVITE DE LA SOCIETE :

A- COMPTE DE RESULTAT 2024 :

1/ VENTES ET PRODUITS D'EXPLOITATION :

Le taux de croissance des ventes de biens et de marchandises est stable avec une hausse de 6,3% sur 2024.

Cette croissance des ventes reflète deux effets :

- Une hausse sur le marché français de 6,6% qui recouvre des performances commerciales significatives en termes de volumes et de prix de vente,
- Une hausse plus significative des ventes à l'export (+5,8%) liée à la forte progression en 2024 de l'activité de nos centres d'excellence.

Le chiffre d'affaires de services baisse à hauteur de 2,7 M€ ; il correspond principalement à des facturations vers d'autres sociétés du groupe et aux charge-backs avec d'autres filiales du groupe en lien avec la distribution des produits à l'export dont la fabrication est sous-traitée.

Le chiffre d'affaires total s'élève à 416,5 M€ contre 396,6 M€ au titre de l'exercice précédent.

2/ CHARGES D'EXPLOITATION :

Les charges d'exploitation sont en augmentation de 4,2% à 396,4 M€ ce qui intègre une augmentation des dépenses de fonctionnement (hors mouvements sur amortissements ou provisions) de 4,1% et une stabilité des dotations aux amortissements sur immobilisations.

La rentabilité est en hausse par rapport à 2023 puisque le résultat d'exploitation s'établit à 32,6 M€ sur 2024 soit une augmentation de 22,9% par rapport à 2023 :

- amélioration des prix aux clients et des volumes pour les ventes domestiques qui ont aussi bénéficié de baisses de prix d'achat,

- amélioration de la rentabilité de l'activité de production à destination de l'Export (3 sites) grâce notamment à la hausse des volumes qui a été en partie compensée par la baisse des revenus (chargeback) liée aux aiguilles produites à Penang (sous-traitance) du fait d'une situation de surstock en Chine, entre autres.

3/ RESULTAT FINANCIER :

Le résultat financier est négatif à 2,5 M€ sur 2024 essentiellement en raison de la charge d'intérêts (2,4 millions d'euros). L'année précédente avait été marquée par des dotations de 4,4 M€ au titre de la filiale Hospicare.

Le résultat courant avant impôts s'établit à 30,1 M€ en 2024 contre 19,1 M€ en 2023.

4/ RESULTAT EXCEPTIONNEL :

Le résultat exceptionnel de 2024 est positif de 0,7 M€ contre un résultat positif de 0,5 M€ au cours de l'exercice précédent.

5/ PARTICIPATION :

Au titre de 2024, il sera versé 3,6 M€ de participation en augmentation par rapport à 2023 (3,3 M€).

6/ BENEFICE APRES IMPOTS :

Le bénéfice après impôts se monte à 16,7 M€ contre 7,9 M€ en 2023.

B-COMPTES DE BILAN 2023 :

1/ ACTIF :

L'actif immobilisé est en baisse de 1,4 M€ au cours de l'exercice.

Le montant des investissements (12,5 M€) est principalement porté par les sites de production de Nogent le Rotrou (7,8 M€) et Saint Jean de Luz (3,0 M€), pour des nouveaux équipements de production.

Nos stocks bruts sont en légère augmentation à 44,5 M€ contre 43,4 M€ fin 2023 principalement du fait de la hausse des coûts des matières premières et autres approvisionnements.

Les créances clients en valeurs brutes diminuent à 55,7 M€ à fin 2023 contre 51,4 M€ à fin 2023 en raison notamment de la baisse des créances clients titrisées sur l'exercice (baisse de 5,4 M€).

Les autres créances sont en baisse et passent de 3,0 M€ à 1,9 M€ à fin 12/2024 en lien avec les acomptes d'impôt sur les sociétés.

2/ PASSIF :

Les capitaux propres sont en hausse à 50,8 Millions d'euros en lien avec la contribution du résultat de l'exercice et avec la distribution de dividendes de 9 Millions d'euros € au cours de l'année 2024.

Les provisions pour risques et charges augmentent de 1,1 M€ et s'élèvent à 21,0 M€ à fin 2024. Elles correspondent principalement à la provision pour situation nette négative de la filiale Hospicare.

Les dettes sur immobilisations sont stables à 2,6 M€ à fin 12/2024.

Les autres dettes sont en baisse à 24,0 Millions d'euros contre 43,6 M€ à fin 12/2023 en raison notamment du niveau plus élevé de la trésorerie disponible. Elles comprennent en effet le solde créditeur du compte-courant de trésorerie avec le Groupe à fin 2024 (7,7 M€ contre 26,3 M€ fin 12/2023).

Les autres postes du passif n'appellent pas de commentaire particulier.

3/ TRESORERIE ET ENDETTEMENT :

Du fait de la distribution de dividendes de 9 M€ intervenue en 2024 mais aussi de la forte activité des sites et de la reprise du programme de titrisation des créances clients en fin d'année 2024, nous terminons l'année avec une trésorerie en nette amélioration négative à -33,2 M€.

Notre capacité d'autofinancement est en hausse à 33,5 M€ contre 28,1 M€ en 2023 principalement en raison de l'amélioration du résultat d'exploitation.

C- PERSPECTIVES 2025 :

Les hypothèses budgétaires projettent une croissance de 4,4% des ventes, dont +7,1% sur le marché (239,3 M€) et +1,3% sur les ventes à l'export et vis-à-vis des sociétés filiales (181,5 M€ prévus).

Le montant prévu pour les investissements pour l'année 2025 est de 24,5 M€. Les investissements devraient être majoritairement portés par les sites de production de Nogent le Rotrou (8,7 M€ pour des investissements de capacité ou de productivité), de Saint Jean de Luz (5,6 M€ pour des investissements de capacité) et de Chasseneuil (6,6 M€).

L'activité de distribution prévoit 3,6 M€ d'investissements notamment pour la rationalisation de l'entrepôt de Ludres.

D-ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT :

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges. Ils s'élèvent à 11,2 Millions d'euros sur l'exercice 2024.

Le niveau élevé des dépenses de R&D est destiné à développer des produits innovants, nécessaires pour limiter la baisse des prix sur les marchés.

E-EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE 2024 :

Néant

II – FILIALES ET PARTICIPATIONS

REFERENCE SANTE

Le chiffre d'affaires enregistre une hausse par rapport à l'exercice précédent de 14,9% et s'établit à 9,3 M€. Cette progression à deux chiffres, dans un marché qui affiche une croissance autour de 3 à 4% en 2024, est le résultat du focus sur les patients chroniques et les troubles de la continence, un renforcement de l'équipe terrain avec l'arrivée de deux nouvelles stomathérapeutes, la mise en place d'appels

programmés avec les patients et un meilleur suivi de ces derniers par l'équipe d'infirmiers dont les compétences commerciales ont été renforcées.

Le résultat de l'exercice montre un retour à la rentabilité avec un résultat positif de 41 milliers d'euros à mettre au regard d'une perte nette de 290 milliers d'euros en 2023.

En ligne avec stratégie « The Next Decade » de Référence Santé, nous avons continué en 2024 à investir dans le développement d'une nouvelle offre de service, ainsi que dans la mise à niveau des indicateurs de performance et le renforcement des compétences commerciales des équipes.

Une croissance de chiffre d'affaires de 11% est prévue en 2024 dépassant ainsi les 10 M€, avec un résultat avant impôts de 264 milliers d'euros grâce à notre focus sur les patients chroniques et une offre plus importante de produits non-remboursés. »

HOSPICARE

La perte de l'entité (avant impôts) s'est réduite fortement en passant de 6,0 M€ en 2023 à 0,7 M€ en 2024.

Le chiffre d'affaires ne concerne que des revenus de rétro-facturation en tant qu'entrepreneur. Il n'y a donc pas de coûts des ventes de produits de la gamme « Advanced Woundcare » en 2024.

On note une amélioration conséquente des marges grâce aux coûts d'achats aux fournisseurs tiers inférieurs aux prix de production historiques sur le site de Sligo.

Le site de Longford (production de poches de nutrition à façon) a réduit progressivement son activité, avec le transfert progressif en Espagne (fin de l'activité à partir de mars 2025).

Les frais généraux et administratifs ont été réduits en raison de la fermeture du site de Sligo en 2023 et de la réduction des effectifs ; les coûts de marketing et logistique ont été réduits de la même manière.

Les coûts de R&D ont augmenté du fait du déménagement sur le dernier trimestre de 2023 dans des locaux dédiés à Sligo.

L'année 2025 et les années suivantes devraient être marquées par la stabilisation de ce schéma de fonctionnement avec une amélioration de la rentabilité avec un résultat avant impôts attendu à hauteur de 2 M€ pour 2025.

III – METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 2024 et dont il est donné lecture complète, ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation conformes aux dispositions en vigueur, que les années précédentes.

IV – INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENTS DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément à l'article L.441-6-1 du Code de commerce, nous vous présentons ci-dessous la décomposition à la clôture, des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des créances clients* par date d'échéance :

Article D. 441-1-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D. 441-1-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
0 Jours (Indicatifs)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)		0 Jours (Indicatifs)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	
(A) Tranches de retard de paiement													
Nombre de factures concernées	9396				1295	Nombre de factures concernées	6940					3517	
Montant total des factures concernées HT	43 822 467	2 730 632	221 967	42 241	95 215	2 899 624	43 250 425	-471 525	33 528	81 558	449 835	93 396	
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice	13,97%	0,87%	0,07%	0,01%	-0,03%	0,92%							
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice							9,62%	-0,10%	0,01%	0,02%	0,10%	0,02%	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses													
Nombre de factures exclues			4				Nombre de factures exclues					573	573
Montant total des factures concernées HT			18 669				Montant total des factures concernées TTC					77 191	77 191
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal-article L.441-6 ou article L.443-1 du code de Commerce)													
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais Contractuel : 60 jours date facture ou 30 jours date Facture Délais Légaux : Transporteurs 30 jours						Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	45 jours fin de mois fin de mois 45 jours 60 jours date de facture 50 jours					

« * » : créances clients qui n'ont pas fait l'objet du programme de titrisation

V – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

L'affectation des résultats que je vous propose est conforme à la loi et aux statuts.

Il vous est proposé d'affecter le résultat de l'exercice écoulé qui s'élève à 16.695.893,94 € majoré du report à nouveau créditeur de 5.720.071,89 € soit un montant total de 22.415.965,83 € comme suit :

- 16.000.000,00 € en dividendes,
- 6.415.965,83 € au report à nouveau créditeur.

La société n'a enregistré au cours de ce dernier exercice aucune charge de la nature de celles visées à l'article à l'article 39-4 du Code des Impôts.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243-bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au cours des 3 derniers exercices sont :

Exercice clos au 31 décembre 2023 :	9 000 000 €
Exercice clos au 31 décembre 2022 :	10 000 000 €
Exercice clos au 31 décembre 2021 :	10 000 000 €

VI – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU NOUVEAU CODE DE COMMERCE

Il vous est signalé également que les conventions visées à l'article L.227-10 du nouveau code de commerce (conventions réglementées) ont été mentionnées sur le registre des décisions de la société.

La Présidente vous invite à approuver par vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

Fait à Saint Cloud, le 18 mars 2025

La Présidente
Christelle Garier-Reboul

DocuSigned by:

3E83B40037E1487...